



A usage unique de : **Emilie LEGENDRE**

## Climate Chance appelle les 27 à intégrer les collectivités dans leurs plans de relance et le green deal

Alors que les 27 États membres continuent de négocier le plan de relance de l'Union européenne, suite à un premier Conseil européen le 19 juin, l'association Climate Chance ont adressé à leurs dirigeants mercredi 17 juin 2020 un ensemble de propositions à prendre en compte dans leur stratégie ainsi que dans le green deal. Ils insistent sur le rôle primordial qu'auront à jouer collectivités territoriales dans la mise en oeuvre des politiques visant la neutralité carbone, demandant qu'une partie des recettes de tarification du carbone leur soient allouées.

Climate Chance a rendu [publiques](#) mercredi 17 juin ses propositions à destination des dirigeants européens pour une relance "plus verte et plus responsable", deux jours avant le Conseil européen consacré au sujet et qui na abouti à aucun accord politique pour le moment. Le plaidoyer insiste sur la place des territoires et les enjeux de développement et de solidarité internationale.

Le texte est signé par [soixante personnalités](#) européennes et africaines reconnues pour leur engagement sur les enjeux climatiques, dont des responsables de réseaux de collectivités locales comme Armand Roland Pierre Beouinde (vice-président Afrique de CGLU), les climatologues Valérie Masson-Delmotte, Jean Jouzel et Hervé Le Treut, des responsables développement durable entreprises comme Antoine Sire (BNP Paribas), Karim Zeribi (SNCF), Gilles Vermot-Desroches (Schneider Electric), Pierre Victoria (Veolia) et Nicolas Beaumont (Michelin). Mais aussi d'anciens ministres comme Luc Gnacadja (Bénin), des élus locaux comme Celia Blauel (Paris) et des responsables de réseaux associatifs et de think tanks comme Bettina Laville (Comité 21), Pierre Ducret (I4CE) et Vaia Tuuhia (4D).

### Donner une place aux collectivités

"Le plan de relance doit être co-imaginé avec les acteurs économiques, les collectivités territoriales et les acteurs de la société civile", appelle Frédéric Vallier, secrétaire général du Conseil des communes et régions d'Europe. Pour lui, la crise a souligné l'importance des acteurs locaux. "C'est dans des partenariats à différents niveaux de gouvernance que l'on a pu trouver la bonne réponse à la gestion de la crise et de sortie de crise."

L'analyse de l'Observatoire mondial de l'action climat a démontré que les villes étaient en mesure d'afficher "avec succès" un objectif de neutralité carbone de court terme. Ce qui s'explique par "le volontarisme des élus", la participation citoyenne, la mise en place de politiques publiques locales, mais aussi une "coopération entre les échelles européenne, nationale, régionale et locale".

Pour Frédéric Vallier, les plans de relance européens doivent être "fléchés" prioritairement sur l'action régionale et locale. A ses yeux, une forte réduction des émissions européennes de gaz à effet de serre passe par "une confiance renouvelée aux collectivités territoriales", en les dotant de nouveaux outils de financement pour l'investissement (prêts à taux zéro, garanties d'emprunt, outils de mobilisation de l'épargne locale). La législation européenne sur les appels d'offres publics devrait intégrer "plus de critères de relocalisation économique et d'impacts environnementaux", estime pour sa part Ronan Dantec, sénateur et président de Climate Chance.

Les signataires du plaidoyer appellent également à ce qu'une part importante des recettes de la fiscalité carbone soit dédiée aux territoires, pour "prendre en charge l'augmentation des coûts de fonctionnement public nécessaires à la mise en œuvre de cette transition". Dans ce cadre, Ronan Dantec insiste particulièrement sur la réhabilitation du parc de logements et de bureaux, grâce à un financement européen massif et l'accompagnement de ces filières économiques.

## Associer politique écologique et de développement

Ronan Dantec évoque la nécessité d'un accompagnement fort des pays vulnérables, notamment africains, dans leur transition. Un accompagnement qui a déjà commencé à porter ses fruits avec des résultats "très encourageants" dans le développement des énergies renouvelables ou des politiques de préservation des puits de carbone.

Climate Chance estime ainsi que les mécanismes de compensation carbone transfrontaliers doivent être affinés pour "être des leviers du développement local dans ces pays vulnérables". Réévaluation de l'aide directe au développement, financements nouveaux ou annulation de dettes : le renforcement des flux financiers vers les pays en développement doit être "une priorité internationale". "L'Europe doit assumer le leadership, au niveau international, de cette mobilisation financière volontariste", conclut le président de Climate Chance.

## Une agriculture plus verte

En utilisant les leviers de financements de la future politique agricole commune, en cours de négociation, Climate Chance demande d'accélérer l'évolution du modèle agricole européen. L'objectif de ce nouveau modèle doit être de "renforcer l'autonomie alimentaire du continent" et de "réduire son impact environnemental". Cela passe par le développement de circuits de production et de consommation locaux, la réduction rapide des importations à l'origine de déforestations (notamment du soja et de l'huile de palme), l'augmentation de la surface dédiée à l'agriculture biologique ou encore la réduction de l'usage des pesticides avec des objectifs précis (-50% d'ici 2025).

Concernant la protection des surfaces agricoles contre "le grignotage de l'étalement urbain", l'association estime que la stratégie d'aménagement du territoire européen devra être renforcée, pour lutter contre "le déséquilibre grandissant entre régions hyper-urbanisées et régions rurales sous-équipées en services".

## numérique, transport et prix du carbone

Le plaidoyer met également l'accent sur la transition numérique. Il recommande de développer un plan de soutien européen au développement d'outils de gestion numériques, des programmes de gestion numérique des consommations ainsi qu'une stratégie "très volontariste" d'aménagement du territoire. Ronan Dantec propose également de développer une méthode de "limitation de la consommation dénergie" liée au numérique, par l'information sur les bonnes pratiques et l'efficacité énergétique.

Autre proposition phare : le développement d'une importante politique de transports, accompagnée par un fonds européen. Le soutien de l'Union européenne et des États membres à l'industrie automobile devra pour sa part être "

conditionnée à l'évolution de la flotte de véhicules routiers". Climate Chance demande que seuls les biocarburants de deuxième et troisième génération soient soutenus et que le CO2 émis par le transport aérien soit taxé. Les aménagements en faveur des mobilités douces en ville et la création massive de zones à très faibles émissions devraient être en partie financés par l'UE.

Climate Chance prône enfin l'augmentation du prix du carbone sur le marché européen, avec "un prix plancher suffisamment haut pour permettre le basculement" des énergies fossiles aux énergies renouvelables. "Aucun secteur ne devra échapper à cette taxation", détaille Ronan Dantec. L'association préconise cependant d'intégrer dans cette politique européenne "des mécanismes d'ajustement aux frontières" pour éviter les concurrences déloyales. Les sommes générées pourront ainsi être dédiées, outre à l'accompagnement des collectivités territoriales, à celui "des secteurs économiques les plus dépendants" des énergies fossiles et aux politiques de développement.

---

AEF info est un **groupe de presse professionnelle numérique et organisateur d'évènements**. AEF info produit tous les jours une information de haute qualité qui mobilise une équipe de **80 journalistes** spécialisés permanents à Paris et en régions.

C'est un outil de travail, d'aide à la décision, d'information et de documentation utilisé tous les jours par plus de **20 000 professionnels et 2 000 organisations abonnées** (médias, institutions, collectivités territoriales, entreprises, fédérations, syndicats, associations).

#### **5 SERVICES D'INFORMATION, 18 DOMAINES ET 2 HEBDOS**

Les cinq services d'information spécialisés d'AEF info diffusent (Social RH, Enseignement Recherche, Développement durable, Habitat & urbanisme, Sécurité Globale) à leurs abonnés un service d'information continue par courrier électronique et via l'application mobile. Être abonné à ces services, c'est avoir l'assurance d'être informé rapidement, précisément et objectivement des faits essentiels.

**[Cliquez ici pour tester gratuitement les services d'information AEF info](#)**

---